

# Sauvons les « Arbel » pour sauver le fret ferroviaire français

samedi 29.05.2010, 05:06



**Des Indiens ou un ancien industriel avec les salariés? Ou les deux ensemble? Les 226 «AFR» s'interrogent...**  
PHOTO ARCHIVES PASCAL GÉRARD

**Deux projets de reprise ont été déposés hier au tribunal de commerce de Paris pour éviter la liquidation judiciaire du fleuron industriel français de la fabrication de wagons. Réponse le 23 juin pour les 226 « Arbel » de Douai.**

**On n'enterre pas les gens si facilement. Plus qu'un feuilleton à rebondissements, c'est une épopée que vivent les « AFR » (Arbel Fauvet Rail), cent quinze ans l'an prochain, le top mondial de la recherche et du développement, des as de la matière grise qui n'ont jamais été aussi près du gouffre béant de la liquidation judiciaire, déjà prononcée le 5 mai à Paris, mais avec poursuite de l'activité pour laisser une dernière chance.**

**Un projet porté par les salariés et leurs cadres**

**Hier, des Indiens du groupe Tantia et un homme du sérail, Jacques Varin, ancien directeur d'Ermewa, grand loueur de wagons, aujourd'hui à la retraite, ont déposé leur dossier de reprise des « Arbel ». Les premiers ont beaucoup d'argent et convoitent les brevets d'AFR financés par le conseil régional (la puissance publique locale qui garantit la valeur ajoutée d'une entreprise industrielle en perdition !).**

**Le second fut sollicité par les « Arbel » eux-mêmes, tout colère d'avoir été « escroqués » par leur direction. « On a perdu 115 millions d'euros en trois ans et on a monté ce plan de relance parce qu'on a été trahis, explique Jean-Jacques Baron (CGT).**

**Ils préparaient la cession, rien de plus, s'accordaient des super salaires, entre 17 000 et 25 000 euros, alors qu'un opérateur gagne 1 300 euros, et à la peine... » La quasi-totalité des clients se retrouvent dans ce projet porté par les salariés et leurs cadres. Les élus suivent, la communauté d'agglomération du Douaisis a racheté les locaux industriels, et la Région est prête à de nouvelles avances remboursables.**

**Deux ans de travail assuré**

**Des clients, les salariés, le repreneur et un fonds d'investissement s'engageraient dans le capital et sur un projet qui maintiendrait 60 emplois sur 226, puis 130 en février, et jusqu'à 200 avant trois ans. Comment ? Par les commandes fermes de trois cents wagons céréaliers, soit deux ans de travail assuré. Avec des espoirs de développement ensuite (lire ci-dessous). AFR est leader européen sur les wagons sécurisés.**

**Pierre de Saintignon, vice-président de la Région à l'économie, et Jean-Pierre Delannoy, responsable CGT de la métallurgie, s'unissent pour exiger du gouvernement la création d'un pôle ferroviaire national (80 % de l'activité fret sont réalisés dans notre région). « Si AFR disparaît, c'est le fret français qui disparaît, les commandes seront prises ailleurs », assure Pierre de Saintignon. « C'est Arbel ou plus rien en France !, précise Jean-Pierre Delannoy. L'État doit cesser ses opérations de communication et lancer ce pôle pour sauver une industrie qui produit en France ! » •**

YANNICK BOUCHER